

PAROLES D'ACTEUR

« AIDER LES GENS À
VIVRE ET TRAVAILLER
SUR LEUR TERRITOIRE »



Christophe TERRIER
Statisticien

En France, les politiques publiques qui ont été mises en place ont favorisé et continuent, volontairement ou – le plus souvent – indirectement, à favoriser fortement la mobilité. En l'absence d'une politique foncière volontariste, que ce soit pour les résidences principales ou secondaires, les politiques du logement, par l'incitation à l'accès à la propriété, favorisent l'étalement urbain. En parallèle, le libéralisme mondialisé induit la concentration de l'emploi dans les villes les plus grosses, les plus petites pouvant se remplir par débordement dans un périurbain de plus en plus étalé. Avec une volonté pour aménager le territoire proche du néant, on comprend que l'étalement urbain (mitage, les lotissements dans les campagnes...) génère des flux croissants et de l'embouteillage. Ne vaudrait-il pas mieux aider les gens qui souhaitent rester sur leur territoire à pouvoir y vivre et y travailler au lieu de les inciter à être toujours plus mobiles ? L'augmentation des distances domicile-travail et le développement du tourisme entraînent

un délitement des zones de vie et des bassins d'emploi. Elle pose un vrai problème pour l'accès aux services publics qui sont eux aussi dans une logique de concentration.

Cette déconnexion des lieux de vie et des lieux de travail (déconnexion de la géographie de la production et de la géographie de la consommation) participe à l'économie présentielle.

Source d'opportunités, cette économie est génératrice malheureusement aussi de nombreux dégâts. La surpopulation sur un « temps plus ou moins court » (week-ends, périodes de vacances) fait que le système d'équilibre ne peut pas exister, notamment avec les équipements. Le tourisme, s'il n'est pas contrôlé, peut être négatif pour certaines économies. Il faut donc se poser les bonnes questions : que veut-on pour notre territoire ? Quel type de tourisme si celui-ci rentre en conflit avec la population (accès au logement versus Airbnb...) ? Quelles sont les retombées sur le territoire (revenus, pollution...) ?